

Je me suis fait tatouer de manière permanente le syntagme « *El día de mañana* » (Le lendemain) sur la plante de mon pied droit. J'ai ensuite documenté quotidiennement, à l'aide d'un scanner, l'usure du tatouage due au frottement au cours de la marche. Le processus de documentation s'est achevé lorsqu'on ne pouvait distinguer que les lettres tatouées sur la voûte plantaire, « *día de* », qui, en raison de leur emplacement, resteront gravées le reste de ma vie.

J'ai convoqué un orchestre de chambre pour interpréter le *Concerto grosso op. 6, n°2* du compositeur Friedrich Haendel (1685-1759) à l'occasion de l'inauguration d'une exposition. La particularité de ce concert est que l'un des musiciens a saboté l'exécution en jouant la Freedom Suite du jazzman Sonny Rollins (Harlem, New York, 1930), considérée comme la première pièce de jazz explicitement réservée à la protestation.

J'ai mis en place un service permettant aux Cubains d'accéder à Internet* depuis leur domicile. En échange de leur fournir l'accès à des informations de l'extérieur, je leur ai demandé de me fournir, à leur tour, leurs connaissances afin que je puisse me retrouver plus facilement dans l'imbriqué contexte cubain, où j'allais vivre pendant les deux années suivantes.

Tous ces avantages ont abouti à un décalogue de stratégies (légal et illégal) et de visions subjectives de Cuba qui fonctionne comme un portrait multi-sujetif du contexte.

*L'État cubain interdisait l'accès à Internet aux résidents nationaux (en empêchant ses entreprises de télécommunications de leur offrir ce service), mais, en revanche, il l'a autorisé pour les étrangers.

J'ai invité au vernissage d'une exposition des policiers qui flirtaient avec moi de manière sexiste dans la rue. La stratégie pour les faire venir à la galerie était basée sur le flirt, en profitant de toutes les occasions où j'étais abordée pour jouer le jeu et obtenir leurs numéros de téléphone. Chacune de ces approches, ainsi que les conversations téléphoniques, furent enregistrées de manière clandestine selon le protocole d'une enquête policière. Ma réponse à leur proposition de rencontres intimes a consisté à les convoquer au vernissage de l'exposition dans laquelle je montrais tout ce processus et à laquelle je n'assistai pas, rendant ainsi plus facile la rencontre des policiers avec « l'enquête de police » dont ils faisaient l'objet.

J'ai embauché un jeune Africain qui devait renouveler son permis de séjour pour jouer à cache-cache avec les visiteurs de l'exposition. Il se cachait toujours et les visiteurs devaient le trouver. Le contrat de travail lui a permis de régulariser sa situation en Espagne et de ne plus avoir à se cacher de la police au quotidien.

J'ai organisé plusieurs plateformes de diffusion et d'éducation à la citoyenneté sur les stratégies d'expropriation de l'argent des banques*. L'idée était de concevoir un plan pour appliquer aux banques la même loi que celle qu'elles appliquent à leurs clients : *le système de réserve fractionnaire*, qui est le mécanisme par lequel les banques créent de l'argent à partir de rien, de l'argent qui est produit par la dette elle-même.

J'ai divisé le plan en deux phases. La première consistait en une réunion de formation intitulée « *Comment pouvons-nous exproprier l'argent des banques ?* », animée par l'économiste Qmuntty et les expropriateurs bancaires Lucio Urtubia et Enric Duran. La seconde a consisté en la création et la publication d'une brochure contenant plusieurs stratégies d'expropriation, des conseils juridiques et des textes de réflexion, que j'ai fini par distribuer gratuitement.

*Lorsque je suis revenu de Cuba en 2008, j'ai trouvé un pays en pleine crise économique. Peu après sont arrivés les réductions des services sociaux ordonnées par la troïka et le sauvetage des banques avec des fonds publics.

Nous avons demandé au braqueur Jaime Giménez Arbe, alias « *El Solitario* », de mettre au point un plan de braquage d'une agence bancaire depuis la prison de haute sécurité où il était incarcéré. Pour ce faire, Jaime a écrit un roman dans lequel il dévoilait diverses stratégies d'expropriation et de braquage à une banque. Le premier chapitre du roman a été vendu dans une maison de vente aux enchères d'œuvres d'art et de documents, et le produit de la vente a été remis à Jaime Giménez. Les autres chapitres du roman sont conservés dans un coffre-fort que nous avons loué dans une succursale de la banque qui était la cible du plan de braquage décrit.

J'ai profité d'une conférence pour diffuser l'appel téléphonique d'un détenu de la prison de Lérida qui dénonçait la situation dans laquelle vivent les détenus du régime FIES 1* et accusait le public de la conférence de complicité en raison de leur manque d'action.

*Le système judiciaire espagnol applique le régime FIES, basé sur l'isolement et la réclusion, aux détenus « inadaptés ». Dans le FIES 1, le concept « d'inadaptés » inclut les prisonniers politisés.

J'ai proposé à plus d'une centaine de prisonniers soumis au régime du FIES 1 d'écrire un poème, un dessin ou rédiger une nouvelle en guise de « formulaire de plainte ». J'ai reçu plus de 150 dessins, poèmes, lettres, rapports médicaux et plaintes pour torture que j'ai transmis quotidiennement et anonymement à Francisco Caamaño, le ministre de la Justice qui a légalisé le FIES 1, dont j'ai obtenu l'adresse de sa résidence secondaire en faisant appel à un enquêteur spécialisé dans l'obtention de données personnelles.

En même temps, j'ai remis des paquets personnalisés contenant des copies de tout le matériel aux journalistes responsables de la section de la justice des principaux journaux nationaux, les invitant à une conférence de presse au cours de laquelle, avec un ancien FIES et un ex-fonctionnaire de la justice qui se consacre à l'enquête et à la dénonciation des abus institutionnels, nous répondrions à toutes leurs questions. Sur les treize médias que j'ai contactés, un seul a rendu compte de la conférence de presse et des dénonciations des prisonniers. Le matériel a été livré avec accusé de réception.

J'ai créé une coopérative pour embaucher un maçon qui avait été délogé. L'objectif du contrat était d'enlever les portes qui empêchaient l'accès aux maisons vides que la Caja de Ahorros del Mediterraneo* avait acquises aux enchères après avoir évincé leurs habitants.

Cette action a permis de rendre les logements accessibles au public et de les occuper sans risquer d'être accusé d'intrusion, puisque toute la responsabilité revenait à la coopérative chargée de l'action.

*À la suite de l'éclatement de la bulle immobilière, la caisse d'épargne a bénéficié d'une intervention de l'État pour un montant de 5 800 000 000 €. Cette banque, comme d'autres banques, utilise une personnalité juridique pour contourner en toute impunité la loi sur la procédure civile et acquérir aux enchères des logements dont les locataires ont été expulsés pour moins de 50% de leur valeur estimée.

Lors d'une action en collaboration avec le collectif d'activistes *Prendocasa*, le samedi 8 décembre 2012, alors que le groupe manifestait devant l'entrée principale du Palazzo Morelli* pour distraire la police, nous avons démolé le mur qui bloquait l'entrée arrière, ouvrant ainsi une brèche permettant à nouveau l'accès au bâtiment.

*Le Palazzo Morelli a été restauré avec des ressources publiques provenant du fonds de logement social, et plusieurs familles délogées y ont vécu jusqu'à ce qu'elles soient expulsées par les carabinieri. Tout de suite après, la banque BNP Paribas, à qui l'État avait cédé la gestion du palais, a ordonné que l'ensemble du bâtiment soit scellé afin d'éviter toute nouvelle occupation. La banque l'a utilisé comme fonds d'investissement, en vendant des quoteparts virtuelles par le biais de sa cotation en bourse, l'État étant le principal actionnaire.

Nous avons conçu un simulacre qui consistait à passer un appel anonyme à la police pour l'avertir qu'un groupe de citoyens rassemblés dans un espace public était en train de s'organiser pour manifester.

Ce que les policiers ont trouvé en arrivant sur les lieux était un groupe de cibles comme celles utilisées par les commandos de police dans leur entraînement de tir, mais représentant la silhouette de la cible dans une position de résistance pacifique.

Cette « opération » a été enregistrée sur vidéo et publiée sur un forum de discussion du Corps national de police d'Espagne, accompagnée d'une série de lois décrivant les engagements de la police vis-à-vis de la société.

*Ce projet fut une réponse à l'avant-projet de réforme du code pénal promu par le ministre de la Justice, Alberto Ruiz-Gallardón, en 2012, qui, parmi d'autres mesures, considérait la résistance pacifique comme une attaque à l'autorité, passable de peines de prison. En 2015, le projet de loi a finalement été approuvé par le gouvernement espagnol, lorsque le Partido Popular était au pouvoir avec la majorité absolue, et est devenu populairement connu sous le nom de « Ley Mordaza » (« Loi bâillon »).

J'ai convoqué un concours public par lequel je m'offrais pour devenir la femme du Cubain qui m'écrirait « la plus belle lettre d'amour du monde ». Un jury composé de trois prostituées cubaines a choisi la lettre gagnante. Le règlement du concours stipulait que le gagnant devait être à ma disposition pour toute demande pendant la durée de notre mariage. En échange, je m'engageais à faire toutes les démarches nécessaires pour qu'il puisse acquérir la nationalité espagnole. Une fois celle-ci acquise, nous nous divorcerions, comme le prévoyait le règlement du concours. En cas de vente de l'œuvre, nous partagerions le produit de la vente à parts égales. Et c'est ce que nous avons fait.

J'ai créé une association enregistrée au nom de six maquisards catalans : Francesc Sabaté Llopart, Marcel·lí Massana Balcells, Salvador Gómez Talón, Ramon Vila Capdevila, Teresa Pla Messeguer et Josep Lluís Facerias. Quatre d'entre eux ont été tués par les troupes franquistes. J'ai ensuite demandé une carte de crédit pour l'association au nom de l'un des maquisards assassinés, Salvador Gómez Talón. Avec cette carte, j'ai acheté des articles que la Fundación Nacional Francisco Franco (1) vend pour promouvoir et glorifier la figure du dictateur. Une fois que j'ai reçu les articles, j'ai retourné les débits de la carte afin que la Fondation n'encaisse pas le produit des ventes. Avec l'aide de quelques amis, j'ai enterré la propagande fasciste dans un fossé sur le bord de la route (2).

¹ La Fundación Nacional Francisco Franco a bénéficié du financement public du ministère de la Culture jusqu'en 2004.

² Plus de 88 000 personnes assassinées par les troupes franquistes sont toujours enterrées dans des fossés au bord des routes en Espagne.

J'ai demandé à la direction de la Biennale de Göteborg (Suède*) d'engager Maria (Lume), une femme sans papiers d'origine kosovare, pour jouer à cache-cache avec les visiteurs pendant toute la durée de la Biennale. Elle était toujours celle qui se cachait et les visiteurs et les passants la cherchaient.

Grâce à son contrat de travail auprès de la Biennale, elle a pu demander un permis de séjour légal en Suède et cesser de devoir se cacher de la police. Avant d'émigrer du Kosovo à cause de la guerre, Maria avait travaillé comme officier de police spécialisé dans la disparition et la traite des femmes.

* Le projet REVA, lancé par le gouvernement suédois en 2013, consistait à donner aux policiers une prime pour chaque immigrant illégal qu'ils détectaient et arrêtaient.

J'ai profité de la conférence de presse précédant une inauguration pour exposer le mémoire de fin d'études d'un mosso d'esquadra (police catalane) qui m'avait été censurée quelques mois plus tôt à Mollet del Vallès* et rendre visible cet acte de censure. Pour ce faire, j'ai imprimé, diffusé et exposé des tas de copies du mémoire du policier, avec les stratégies qui constituaient un délit mises en évidence par un avocat spécialisé.

* Au cours de mes recherches pour une exposition analysant le rôle de la police dans la démocratie, je suis tombée sur un mémoire de fin d'études où était rédigé le protocole d'action de la police anti-émeute en Catalogne. Mon idée était d'utiliser ce mémoire comme matériel de débat pour l'exposition, qui bénéficiait de la collaboration de l'école des *Mossos d'Esquadra* (police catalane) de Mollet del Vallès. Quelques jours avant l'inauguration de l'exposition, le maire a reçu un appel de la Direction générale de la police catalane ordonnant son annulation. L'ordre a été exécuté et le directeur du musée a annulé l'exposition.

J'ai mis en service la *Oficina de Rescate Invertido** (Bureau de sauvetage inversé) dans le hall d'expositions dont l'activité consistait à conseiller les contribuables sur différents types de stratégies visant à éviter ou à orienter les impôts de l'État. Le service conseil était gratuit, et parmi les stratégies proposées figuraient des projets artistiques que j'avais déjà réalisés auparavant et des initiatives conçues par des collectifs sociaux ou des personnes anonymes.

* La crise financière qui a éclaté en 2008 a dévoilé les rouages de l'économie mondiale et mis en évidence que 99% de la population mondiale vit pour enrichir le 1% restant, que nos vies ne sont qu'un fonds d'investissement pour ce 1%, comme le bétail l'est pour l'éleveur. Le sauvetage des banques avec 100 milliards d'argent public exécuté par le gouvernement espagnol en 2012 a indigné une grande partie de la population, qui a vu son argent utilisé pour sauver les institutions financières qui avaient provoqué la crise. Ce sauvetage a été financé par des coupes budgétaires dans tous les services publics et sociaux.

J'ai utilisé le budget de production d'une exposition collective au MACBA (Musée d'Art contemporain de Barcelone) pour créer un outil de subversion de la loi sur l'immigration, rendant plus facile l'emploi et le travail indépendant des migrants qui avaient été évincés d'un entrepôt au Poblenou*. Pour ce faire, j'ai compté sur la complicité de l'un des porte-paroles africains des évincés, de plusieurs personnes de leur confiance, d'activistes impliqués dans la lutte contre l'expulsion et de signatures d'Espagnols et de résidents espagnols ralliés à la cause. Le cadre juridique choisi fut la coopérative, et son comité directeur fut constitué de migrants. Comme convenu, le MACBA fut son premier client, confiant à la coopérative plusieurs services.

Une fois toutes les formalités de mise en place de la coopérative achevées, plusieurs membres du comité directeur m'ont dit qu'ils se sentaient soumis par le porte-parole qui était censé les représenter. J'ai découvert que, par son comportement tyrannique et sa coercition, ce porte-parole avait pris le contrôle de la coopérative à son profit personnel. Il s'est approprié des salaires des employés associés, il a refusé de collaborer dans l'arrêt des déportations par le biais de contrats de pré-emploi et, selon ses propres déclarations, il a démarré un trafic d'or entre l'Afrique et l'Espagne en utilisant le numéro de la TVA de la coopérative et en empêchant toute possibilité de convocation d'une assemblée des membres. Face à cette situation, j'ai décidé, avec trois femmes du comité directeur de la coopérative, de démissionner en tant que membre, mais pas avant d'avoir informé les partenaires enregistrés de ce qui se passait.

Le porte-parole autoproclamé s'est approprié le discours post-colonial légitimé en Europe pour acquérir un pouvoir lui permettant de reproduire les abus qu'il dénonçait. De même, le discours humanitaire des propriétaires des entrepôts, eux-mêmes mécènes d'une fondation pour « l'aide aux démunis des pays africains », n'a pas empêché l'expulsion des migrants vivant dans les entrepôts du Poblenou.

* En juillet 2013, le gouvernement catalan a expulsé plus de 300 migrants et ressortissants nationaux qui vivaient et travaillaient au ramassage de ferraille dans des entrepôts du Poblenou.

J'ai partagé publiquement mes réflexions sur ce qui se cache derrière les usages du discours et des identifications assumées, y compris ceux de l'artiste, à partir du journal de travail du projet *Negro sobre blanco* (Noir sur blanc) (2014) et des séances de psychanalyse au cours desquelles j'ai analysé ce projet.

J'ai créé un nouveau département de *fundraising* au sein de l'institution qui m'a invité. Ce département m'a permis d'employer légalement quatre Roms roumains qui gagnaient leur vie en mendiant dans les rues de Suède*. L'emploi consisterait à collecter des fonds dans l'espace public, comme le font de nombreuses ONG, mais dans ce cas-ci, les recettes seraient utilisées pour subventionner la culture suédoise. Grâce à ces contrats, les travailleurs roms obtiendraient des droits et l'accès aux services sociaux.

Après plusieurs mois de travaux préparatoires et une fois les contrats signés, la directrice du centre d'art qui avait commandé le projet a décidé unilatéralement de l'annuler en raison de l'indignation manifestée par plusieurs responsables d'autres institutions culturelles, qui considéraient que le projet utilisait et exploitait les Roms.

Bien que leurs contrats et leurs salaires furent maintenus après l'annulation, mes collaborateurs n'étaient pas d'accord avec cette décision, arguant que si les responsables des institutions culturelles sentaient que les Roms étaient utilisés c'était parce qu'ils étaient sûrs qu'ils n'avaient pas la capacité de penser et de prendre des décisions par eux-mêmes. Ils ont également souligné que, outre les apparentes raisons humanitaires revendiquées par les institutions, le fait de recevoir un salaire pour ne rien faire participait du même type de ségrégation que celle à laquelle ils étaient habituellement soumis.

* Lors des élections au Parlement européen de 2014, les Démocrates de Suède (SD, Sverigedemokraterna) ont basé leur campagne sur l'expulsion des Roms roumains des rues de la Suède ; ils ont été la troisième force la plus votée. Par conséquent, l'institution artistique m'a confié le projet et j'ai été encouragée à travailler sur la base de cette situation.

Nous avons affecté le budget de production artistique qui nous était alloué à la création d'une société dans un paradis fiscal. Pour ce faire, nous avons demandé conseil aux spécialistes de la prestigieuse école de commerce ESADE (École supérieure d'administration et de direction d'entreprises), la même qui avait porté conseil à plusieurs citoyens notoires impliqués dans des affaires de détournement de fonds publics, dont l'ex-duc Iñaki Urdangarin, gendre de Don Juan Carlos I, à l'époque roi d'Espagne.

La société *Güell & Orta Contemporary Art S.A.*, créée avec des fonds publics, nous permettait d'échapper à tous les impôts correspondant à nos revenus, tant en Espagne que dans le reste du monde, et ce, en tirant parti de la juridiction du pays où se trouvait sa filiale.

Nous avons confié la gestion de notre société offshore Güell & Orta Contemporary Art S.A., avec tous ses avantages, à un groupe d'activistes qui développaient des initiatives autonomes au niveau européen en marge des dynamiques capitalistes.

Cette société permettait à ses bénéficiaires d'échapper aux réglementations imposées par les États, ainsi qu'au contrôle de la BCE et du FMI, remettant en cause le monopole du système financier et favorisant un fonctionnement libre pour le développement d'une économie autonome.

C'est dans cette optique que nous avons organisé une journée de débat avec la participation d'intellectuels et de spécialistes afin de réexaminer, du point de vue de la philosophie, de l'économie, de l'éthique, de la politique, de l'activisme et de l'art, la contradiction implicite dans la reproduction des stratégies capitalistes en vue de construire des dynamiques sociales anticapitalistes.

Nous avons acheté une voiture d'occasion et l'avons décorée de motifs fascistes et franquistes dans le but de la faire rouler indéfiniment sur la Rambla de la ville de Figueras pendant les jours du Festival de culture contemporaine. Le projet a été censuré par la mairie avant d'être inauguré.

J'ai ouvert un petit cabinet international de conseil fiscal pour désobéir à la troïka*. Ce cabinet prêtait conseil à ses clients en utilisant les propres règles de l'UE et son marché unique, sur la base des mêmes stratégies que celles utilisées par les conseillers des groupes d'entreprises en vue de réduire leurs obligations fiscales, mais, dans ce cas-ci, dans le but de soutenir des projets locaux visant à rétablir les droits sociaux qui avaient été supprimés en raison des directives de la troïka.

Dès le jour de son ouverture, la gestion du cabinet conseil de la *Troika Fiscal Disobedience Consultancy* a été assurée par des militants d'Irlande, d'Espagne, du Portugal et la Grèce par l'intermédiaire du site web *disobedience.services*.

* Lors de la crise financière de 2008, le terme « troïka » désignait un groupe établissant des décisions officielles formé par la Commission européenne (CE), la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI). Ces trois organisations avaient pour mission commune d'étudier la situation économique des pays afin de leur indiquer les mesures économiques et les réformes à mettre en œuvre s'ils voulaient assainir leurs comptes et renouer avec la croissance. En contrepartie de leur obéissance à la troïka, le pays en difficulté recevait le financement du FMI ou de la BCE. Si le pays ignorait les avertissements ou les recommandations de la troïka, il ne recevait aucun financement.

Nous avons utilisé les pouvoirs de négociation des directeurs d'institutions artistiques en vue de demander de l'argent aux banques et aux multinationales qui investissent dans la culture dans le cadre de leur politique de publicité d'entreprise. Nous avons lancé le *Premio de Economía Creativa Auto-Sostenible* (Prix de l'économie créative auto-soutenable), doté de 9 500 euros, avec le soutien de deux institutions d'art contemporain. Le jury a décidé de financer *FreedomCoop*, une société coopérative européenne qui développe des outils pour l'autonomie économique, la désobéissance financière, l'autogestion et l'auto-emploi pour tous.

J'ai demandé à plusieurs institutions publiques de renoncer à ma nationalité tout en acquérant le statut d'apatride, demande qui m'a été refusée sans argumentation. En réponse à ce refus, j'ai commandé à un avocat un rapport basé sur la législation espagnole, qui a démontré que la perte de nationalité n'est envisagée que comme une punition imposée par l'État.

Sur la base de l'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme, selon lequel « tous les êtres humains naissent libres », j'ai demandé à l'avocat un second rapport pour savoir si, par le biais du droit à l'autodétermination, je pouvais renoncer à ma nationalité. L'enquête a montré que ce droit n'est envisagé que comme un droit collectif dans le processus de création d'un nouvel État ou d'une nouvelle nation, c'est-à-dire que ce droit ne permet que la reproduction de la même structure.

Au bout d'un an et demi, le ministère de la Justice m'a fait savoir que cette demande était irréalisable : le cadre juridique actuel n'envisage pas qu'il puisse y avoir des personnes sans nationalité de leur plein gré. En d'autres termes, toute personne doit nécessairement appartenir à un État. Et même si l'État ne permet pas de renoncer à sa nationalité, il se réserve néanmoins le droit de l'expulser.

J'ai invité Mike Prysner, vétéran de guerre, à animer un groupe de travail dans les écoles de New York sur son expérience lors de l'invasion militaire de l'Irak. Cette session s'est tenue avec des élèves de 14 ans, soit un an avant qu'ils ne soient ciblés par les campagnes de recrutement de l'armée américaine*.

*Le gouvernement américain dépense des milliards de dollars en campagnes de recrutement ciblant les jeunes de plus de 14 ans. La campagne de recrutement actuelle (2023) ciblant les jeunes LGTBIQ+ est frappante.

J'ai organisé une série de visites guidées à travers les œuvres de Fernando Botero exposées dans la collection permanente du Museo de Antioquia dans la ville de Medellín*. La particularité de ces visites était qu'elles étaient menées par des jeunes filles mineures (âgées de 12 à 17 ans) qui avaient été exploitées par le tourisme sexuel en plein essor à Medellín. Les mineures ont guidé les visiteurs à travers les œuvres de la collection qu'elles avaient elles-mêmes sélectionnées, en partant du principe commun qu'elles devaient toutes inclure des représentations du corps féminin. Elles ont élaboré le contenu des visites sur la base de leurs expériences personnelles et les ont conclues en montrant les catalogues de vente de virginité qui circulent dans les rues de la ville et dans lesquels les touristes choisissent la fille ou le garçon dont ils veulent acheter la virginité.

*« *Milagro Medellín* » (Miracle Medellín) est le nom attribué au nouveau modèle de ville, défini comme progressiste, cosmopolite, innovant et culturel. Comme dans la plupart des réaménagements urbains à l'échelle internationale, la culture a été un élément-clé dans la « revitalisation » du centre-ville de Medellín. Fernando Botero a contribué avec la donation de 137 œuvres et un million de dollars au Museo de Antioquia, et avec 23 sculptures monumentales pour la construction de la place qui portera son nom en face du musée. Cela a permis à Medellín d'être promue comme la Ciudad Botero et de la placer dans le classement international des destinations « touristiques culturelles »

Nous avons programmé deux numéros musicaux pour agrémenter l'événement de clôture d'une résidence-atelier que j'ai animée au Costa Rica sur « l'art politique », au cours de laquelle nous avons abordé les politiques sociales, l'art, la victimisation et les privilèges. La particularité de ce spectacle était que les danseurs qui participaient aux numéros musicaux étaient des prisonniers qui, à titre de « mesure de réinsertion », participaient à des ateliers artistiques dans le centre pénitentiaire.

L'action a été rendue possible grâce à l'influence que le Centre culturel espagnol du Costa Rica a exercée sur le ministère de la Justice de ce pays.

Nous avons proposé au MIMA (Middlesbrough Institute of Modern Art) d'investir l'argent de la production dans l'achat d'un terrain ou d'une habitation en Syrie pour y installer le siège d'un musée, avec l'intention de rendre visible la spéculation foncière qui avait lieu dans le pays par suite de l'exode d'une partie considérable de sa population fuyant la guerre.

C'était l'époque du « *Welcome Refugees* », et la direction du MIMA nous fit comprendre qu'elle était d'accord avec la proposition, à condition qu'il s'agisse de réfugiés syriens accueillis dans la région*.

Après quelques entretiens avec des réfugiés syriens à Teesside et quelques progrès, le directeur du musée qui nous avait invités a quitté son poste et nous nous sommes retrouvés sans budget. Nous avons achevé le projet en demandant aux six collaborateurs avec lesquels nous travaillions de décrire en détail leur maison et leur lieu d'origine, comme s'ils étaient des agents commerciaux d'une société immobilière.

*Cela faisait plus d'un an que le MIMA nous demandait de monter une pièce de théâtre en collaboration avec les demandeurs d'asile arrivant dans leur région, Teesside.

J'ai demandé au musée d'utiliser l'argent de la production pour payer mes cotisations à la Sécurité sociale* pendant sept mois, le minimum requis pour bénéficier du congé maternité.

Pour ce faire, j'ai rédigé, à l'aide d'un avocat, une clause type – que tout artiste peut inclure dans son contrat – qui stipulait que l'institution contractante prendra en charge les frais de la Sécurité sociale* de l'artiste pendant les mois de recherche et de production.

Après nombre de conversations et de désaccords avec les avocats du musée, ils ont finalement refusé d'inclure la clause dans le contrat, mais l'ont acceptée de parole et l'ont appliquée, en utilisant l'argent de la production publique pour couvrir mes cotisations à la Sécurité sociale.

* En Espagne, les artistes visuels en exercice sont tenus par la loi de payer des cotisations de travailleur indépendant chaque mois, même s'ils ne réalisent pas de bénéfices économiques. En 2017, la cotisation minimale était de 275 €/mois.

J'ai fait appel aux services de plusieurs prostituées de jour indépendantes pour qu'elles me disent, à partir de leur expérience et de leurs connaissances, ce qu'elles pensaient de la masculinité.

J'ai collaboré pendant plusieurs mois avec huit mineurs qui avaient été exposés au contexte de l'abus et de l'exploitation sexuels au Mexique, afin de préparer ensemble une exposition accompagnée d'un audioguide de tableaux à caractère religieux, datant pour la plupart de la période coloniale.

J'ai montré aux mineurs une cinquantaine de toiles provenant de collections mexicaines, parmi lesquelles ils ont choisi les neuf qui allaient finir par figurer dans l'exposition. Le contenu de l'audioguide a été extrait de leurs interprétations subjectives des scènes catholiques représentées.

J'ai ensuite contacté une famille d'anciens proxénètes – une mère et deux de ses enfants – qui, lorsqu'ils purgeaient une peine pour leurs crimes, ont « trouvé Dieu » et sont devenus pasteurs chrétiens. Je les ai invités à interpréter, à partir de leur expérience de proxénètes, les peintures sélectionnées par les mineurs en complément de l'audioguide.

J'ai demandé au MUAC (Musée universitaire d'Art contemporain, Ville de Mexico) d'organiser le prêt des œuvres d'art avec les institutions propriétaires des tableaux afin que les œuvres originales soient présentes à l'exposition.

J'ai acheté au ministère de la Défense une dose de sperme d'un étalon Pura Raza Español (pur-sang espagnol)*. Le personnel de l'institution où la dose de sperme fut exposée était chargé de changer périodiquement l'azote liquide du récipient afin de maintenir intactes ses propriétés reproductives.

*Depuis 2014, le ministère espagnol de la Défense commercialise le sperme Pura Raza Española (pur-sang espagnol) dans le but de « préserver la pureté du modèle racial d'origine nationale » et de garantir ainsi sa reproduction, en évitant à tout prix son extinction.

J'ai remis à la plus haute autorité du gouvernement de la ville de Gérone*, la maire Marta Madrenas, une capsule contenant de l'ADN lyophilisé d'un âne-étalon catalan. J'ai remis cette capsule accompagnée du certificat d'authenticité de pure race, attesté par le ministère espagnol de la Défense, qui est l'organisme public qui me vendit la dose de sperme à partir de laquelle j'ai extrait l'ADN.

Sachant que le protocole oblige les dirigeants politiques à déclarer publiquement les dons qu'ils reçoivent afin de les intégrer au patrimoine de la ville, j'ai obtenu par ce geste que l'*ADN lyophilisé d'un âne-étalon catalan pur-sang* fasse partie de la collection du Musée d'histoire de la ville, qu'il soit exposé ou non.

J'ai traduit en catalan un fragment du message de Nouvel An que le dictateur Francisco Franco a diffusé sur Radio Nacional de España le 31 décembre 1953, et je l'ai utilisé comme introduction à mon exposition individuelle qui s'est tenue à Gérone, en Espagne*. Il est surprenant qu'une bonne partie du public l'ait interprété comme un message indépendantiste.

* Gérone est une ville considérée par certains politiciens et sympathisants du processus indépendantiste catalan comme étant la « *capital lleialista* » (capitale loyaliste) de la République catalane.

J'ai transformé le temps que j'ai partagé avec mon fils, en plein confinement dû au COVID-19, en une œuvre-d'art, avec l'intention de recevoir l'argent pour la production d'une nouvelle œuvre offert par un festival d'art consacré *aux soins*.

J'ai transféré l'invitation à publier *mon journal de confinement* à mon ami Amadeu, qui a été incarcéré pendant 28 ans dans plusieurs prisons espagnoles. Je lui ai demandé de dessiner de mémoire les divers modèles de cellules où il avait été détenu. Amadeu s'est exécuté méticuleusement, accompagnant ses dessins d'une brève description de la prison et de la cellule.

J'ai installé une ligne téléphonique gratuite dans le hall d'exposition. Ensuite, j'ai communiqué le numéro de la ligne à des centaines de détenus distribués à travers l'Espagne, en les invitant à appeler pour parler aux visiteurs de l'exposition, qui devaient décider s'ils acceptaient de répondre à leurs appels ou non*.

* Quelques jours après l'inauguration, le téléphone a cessé de sonner, et plusieurs prisonniers nous ont informés que l'autorisation d'appeler à la fois la ligne téléphonique gratuite sous contrat et le numéro de téléphone fixe auquel elle était reliée leur avait été refusée. Les raisons de ce retrait ne sont pas connues.

J'ai imprimé sur une toile de douze mètres de long une collection de fragments tirés des engagements sociopolitiques* des institutions espagnoles d'art contemporain auxquelles j'ai été associée à un moment ou l'autre de ma carrière professionnelle.

* Il est facile de trouver sur les sites web des institutions d'art contemporain une page où elles exposent leurs engagements sociopolitiques ou, comme certains l'appellent, leurs « missions », évangélisatrices ou non. Ce sont des déclarations d'intentions qui sont mises à jour en fonction du contexte moral de la société et de l'époque

J'ai invité quelques artistes proches de mon travail à choisir une de mes œuvres pour en faire une version, avec l'intention que le public de l'exposition pénètre dans ma pratique par le biais de la poétique d'autres personnes.

*Les artistes invités furent les suivants : Lía Vallejo, Colectivo Democracia, Habacuc, Levi Orta, Rosa Casado et Mike Brookes. Voici les œuvres qu'ils ont choisies, dans le même ordre : *A Contribution of Agents of Order* (2008-2009), *The Sherwood Syndrome 2* (2013), *A Public Event* (2020) (œuvre annulée pour des raisons de santé publique), *Self-willed Statelessness* (2015-2016) et *A Godly tale* (2018).

Avec mon portefeuille sous le bras et en utilisant le service du bureau paroissial, je suis revenu au cœur de l'Église catholique et, sous prétexte de retour à la foi, j'ai exprimé quelques conflits moraux liés à mon travail au curé de la paroisse de mon village et à plusieurs autres de la région. Ils ont exprimé leurs opinions sur le sujet selon la foi catholique pendant que je les filmais avec une caméra cachée.

Finalement, en répondant aux commentaires des curés sur mon travail, j'ai décidé de m'inscrire au Régime spécial des Travailleurs indépendants en tant que *religieuse de l'Église catholique*, ajoutant ainsi quelques avantages fiscaux à l'exercice de la cohérence professionnelle.

J'ai demandé à l'institution artistique d'embaucher des détenus ou d'anciens détenus condamnés pour des délits de vol d'objets de valeur et/ou d'œuvres d'art pour veiller sur les œuvres de l'exposition ; ils ont donc joué le rôle de gardiens de salle et de *corps de sécurité*.

*My vacations with Lume** a consisté à retrouver Lume huit ans après notre première collaboration et à profiter ensemble de quelques jours de plaisir au Kosovo, son pays d'origine, où elle revenait avec le statut suédois de *réfugiée politique*, acquis grâce aux bienfaits de *Too Much Melanin*. Nos vacances ont été payées par l'institution, tous frais compris

*Lorsque j'ai reçu l'invitation à participer à l'*Autostrada Biennale* (Kosovo, 2021) avec mon projet *Too Much Melanin* (Göteborg, 2013), j'ai décidé que c'était une bonne occasion de revisiter le projet et de réfléchir aux zones d'ombre et aux contradictions possibles des projets labellisés *art relationnel, projets participatifs ou pratiques collaboratives*.

J'ai décidé de me plonger dans un projet pour mieux comprendre l'énigme du féminin. J'ai entamé une série de conversations avec plusieurs femmes et j'ai écouté ce qu'elles avaient à dire sur l'essence de la féminité. J'ai commencé par parler à une prostituée avec qui je m'étais liée d'amitié après sa participation à *De Putas. Un ensayo sobre la masculinidad* (Aux putes. Un essai sur la masculinité) (2018), puis avec une femme au foyer et mère fière de l'être, une femme trans-activiste, la Mère supérieure d'un monastère de Carmélites déchaussées, une mère lesbienne, une adolescente et une psychanalyste, pour conclure, deux ans plus tard, sur une conversation avec ma propre mère.

J'ai proposé d'embaucher des détenus condamnés à des peines de prison comme main-d'œuvre* pour faire partie du personnel assurant le bon fonctionnement du festival de théâtre *Bodies Un-protected*, dont la direction m'avait invité à réaliser une œuvre sur le concept de l'empathie. Les tâches effectuées par les détenus furent les suivantes : aide-cuisine, contrôle des entrées, serveur, vestiaire, sécurité et assistance aux artistes participants.

Étant donné qu'il s'agissait d'un projet culturel, l'État ne nous a pas permis de rémunérer financièrement le travail des détenus. Selon l'institution pénitentiaire, recevoir de la culture est déjà une rémunération suffisante. Ils ont suggéré qu'à la fin des cinq journées de travail, nous les invitions à manger une pizza avec du Fanta et du Coca-Cola en guise de remerciement.

* Dans le cadre de leur programme de réinsertion, les détenus aptes au travail sont proposés aux entreprises publiques et privées en tant que force de travail. La prison reçoit 10,27 euros de l'heure, tandis que le détenu est payé entre 1 et 3 euros de l'heure.

J'ai conçu un poème sous la forme d'un essai vidéo basé sur les réflexions de sept anciens détenus ayant purgé des peines dans plusieurs centres pénitentiaires en Espagne. Je leur ai demandé d'analyser le rôle du « délinquant » et du système pénitentiaire dans les dispositifs de gouvernement de l'État-nation.

L'Office culturel de l'Ambassade d'Espagne* à Washington DC m'a invitée à participer à un commissariat d'exposition sur les 17 ODD (objectifs de développement durable) de l'ONU. On m'a confié le premier : *Éliminer la pauvreté*. J'ai décidé d'utiliser l'espace du panneau d'affichage dans leurs jardins pour faire appel à la charité des habitants de la capitale américaine. J'ai conçu une campagne* pour parrainer une artiste espagnole (moi-même) avec une contribution minimale de 300 dollars, soit environ l'équivalent de ce que nous, les artistes, devons payer chaque mois pour travailler légalement en Espagne, que nous ayons des revenus ou non. L'âme charitable qui me parrainerait recevrait, en guise de remerciement, un dessin original signé par mes soins.

* De toute évidence, comme l'espace d'exposition appartient au ministère des Affaires étrangères, la « bonne image » du gouvernement et de l'État prime sur les soucis ou les expressions artistiques, c'est pourquoi j'ai rencontré quelques obstacles lorsqu'il s'est agi d'activer la proposition de parrainage, me voyant forcée de pousser un peu les limites de leur permissivité. Finalement, les autorités ont tranché la question avec un argument sans appel possible : « c'est ça ou rien ».

J'ai diffusé les données nécessaires pour rendre publique l'utilisation d'une société fictive (1) que j'avais préalablement enregistrée et mise en service. Le support utilisé pour cette diffusion a été la traditionnelle plaque commémorative (2) dans le cadre du festival d'art public *Cáceres Abierto 2023*.

1 Une société écran ou fictive est un instrument commercial légal. Elle est principalement utilisée pour cacher des mouvements ou pour contourner certaines dispositions légales et obtenir ainsi des avantages non prévus par la réglementation fiscale.

2 La plaque a été fixée à un mur de la Plaza Mayor de Cáceres, et nous avons profité de la visite des responsables politiques lors de l'ouverture du festival pour l'inaugurer cérémonieusement.

Servicios Exquisitos est un service d'accompagnement que j'ai activé au sein de la galerie d'art qui me représente. J'ai mis les moyens de la galerie, y compris son propriétaire, comme garants du bon fonctionnement du service.

Dans ce projet, clairement à but lucratif, j'offre ma compagnie pour parler avec la personne intéressé/e – de préférence des collectionneurs – au sujet de quelque'un de mes projets sélectionnés au préalable. Toutes les étapes à suivre pour bénéficier de ce service d'accompagnement sont détaillées et supervisées par mon galeriste.

Pour mon exposition *Obras Completas. Edición de Lujo* dans une galerie commerciale, j'ai décidé de présenter tous mes projets jusqu'à ce jour-là sous leur forme la plus efficace, le récit. Ce projet comprend 51 descriptions de mes œuvres, imprimées, signées et mises sous cadre.